

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 15 décembre 2025

Délibération N° 15/12/2025 3-8

**CONTRAT COLONIE  
CONVENTION AVEC LA CAF D'ARRAS  
POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AMÉLIORATION DES CENTRES DE VACANCES**

=====

L'an deux mille vingt-cinq, le 15 décembre à 18 heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Nicolas DESFACHELLE en suite de convocation en date du 9 décembre 2025 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Étaient présents : Nicolas DESFACHELLE, Christophe LOURME, Laurence FACHAUX-CAVROS, Fabrice CAPRON, Béatrice WOZNIAK, Nicolas KUSMIEREK, Lise-Marie MARTEL, Philippe MERCIER, Pierre-Marie SOUILLARD, Nathalie CARTIGNY, Marc LABUR, Fatima ATTINI, Alain STEUX, Sandrine NOWAK, Christophe COUPARD, Jean-Fabrice PINGUIN, Florence CAUDRON, Corinne MERCIER, Aurélie LITTAYE, Angélique DELMEIREN, Jean-Christophe CAMBIER, Laura OLENDER

Étaient absents excusés :

Mme Karine GOUBE qui a donné procuration à Mme Laurence FACHAUX-CAVROS  
M. Frédéric HOUPAIN qui a donné procuration à M. Philippe MERCIER  
M. Serge BRUNEAU  
Mme Fabienne CAMUS qui a donné procuration à Mme Béatrice WOZNIAK  
Mme Maggy JANSOONE  
M. Lucas CHASSAGNE

Était absent :

M. Thierry PLOUVIEZ

Mme Béatrice WOZNIAK est élue Secrétaire.

La séance ouverte, M. le Président donne lecture du rapport ci-après :

« En application de son objectif visant à soutenir l'accès aux vacances des enfants et des adolescents, la caisse d'allocations familiales propose le renouvellement du contrat colonie pour 2026, à hauteur de 50 places, ce qui constitue une aide de financement accordée aux collectivités qui prennent en charge l'organisation de séjours colonies.

Les modalités d'interventions de la CAF sont précisées dans une convention.

La commune de Saint-Laurent-Blangy est concernée par ce dispositif pour le séjour hiver qu'elle met en place.

C'est pourquoi, au nom du bureau municipal, je vous propose d'autoriser la signature de la convention colonie pour l'année 2026 et de prévoir l'inscription des crédits nécessaires pour cette action. »

« La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille dans les deux mois à compter de sa publication.

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux »

**Le rapport est adopté à l'unanimité.**

**Nicolas DESFACHELLE**  
Maire,

